



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 15/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**B+T Energie France SAS**

3 avenue de Strasbourg  
68350 Brunstatt-Didenheim

Références : 0003013459\_2024\_10\_04\_B+T\_ViPPCBREFW  
Code AIOT : 0003013459

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2024 dans l'établissement B+T Energie France SAS implanté Route départementale 52 68490 Chalampé. L'inspection a été annoncée le 22/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération est applicable depuis le 03 décembre 2023. Le contrôle a notamment visé à vérifier le respect de certaines dispositions de cet arrêté.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- B+T Energie France SAS
- Route départementale 52 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0003013459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société B+T Energie France, exploite sur la plateforme chimique W-Europe de Chalampé une unité d'incinération de combustibles de substitution (CSR) et de déchets industriels. Cette

installation est soumise à autorisation notamment au titre des rubriques 2771, 2971, 3110 et 3520. La première injection de déchets dans le four a été réalisée en juillet 2023.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN24 Conformité incinérateurs IED

**Référentiel réglementaire :**

- arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux
- Arrêté du 24 septembre 2021 portant modification de l'autorisation d'exploiter une unité de valorisation énergétique de combustibles solides de récupération (CSR), de déchets d'activité économique (DAE) et d'ordures ménagères (OM) sur le territoire de la commune de Bantzenheim à la société B+T ENERGIE France Sas

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Émissions au démarrage et à l'arrêt (MTD 5)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.5	Demande d'action corrective	12 mois
3	Mesures en continu du mercure (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Mesure des PCB de type dioxines (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Mesure des dioxines bromées, du Benzo[a]pyrène et du N2O	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
7	Surveillance en semi-continu des dioxines	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Transmission des résultats d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 10.3.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
9	Dispositif de mesure en continu	Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 9.2.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
10	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 10.2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Durée cumulée de dépassement	Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 9.2.2	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	des VLE sur l'année			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 7, point 7.1.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence plusieurs non-conformités dont :

- l'absence de mise en œuvre d'un plan de gestion des OTNOC ;
- l'absence de surveillance en semi-continu des paramètres PCDD/PCDF et PCB-DL dans les rejets atmosphériques ;
- l'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu pendant une durée cumulée supérieure à 60 heures depuis le début de l'année et pendant une durée consécutive supérieure à 10 heures au cours du mois de mars.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.</p> <p>Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</li> <li>- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;</li> <li>- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.</li> </ul> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>

<p>L'exploitant a présenté le projet de procédure « OTNOC du 09 juillet 2024 (document provisoire non signé). Il présente une liste de quelques OTNOC.</p> <p>Il apparaît toutefois que le document n'est pas abouti (ex : « arrêt d'urgence =&gt; à définir ») et que cette procédure ne détaille pas les risques d'OTNOC, en lien avec leurs causes profondes et conséquences potentielles. De plus, les moyens de détection et les modalités de gestion ne sont pas précisés.</p> <p>Il a été indiqué au cours du contrôle que des démarches ont été engagées afin d'établir le plan de gestion.</p> <p>Toutefois, à ce stade, les critères de détection ne sont pas précisément définis, y compris pour les quelques situations identifiées dans le projet de procédure susmentionné.</p> <p>Le logiciel informatique n'est pas paramétré pour prendre en compte les situations OTNOC et, à ce stade, il n'existe pas de comptabilité des OTNOC.</p> <p>Dans ces conditions, il est considéré que la situation n'est pas conforme.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant d'établir un plan de gestion des OTNOC tel que prévu.</p> <p>Dans ce cadre, il pourra utilement s'appuyer sur le guide CWEP/ESWET/FEAD/EUROHEAT &amp; POWER dont une traduction en français est disponible dans le guide d'application FNADE - révision 4. Il appartiendra toutefois à l'exploitant de se l'approprier et d'établir un document adapté à ses installations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

## N° 2 : Émissions au démarrage et à l'arrêt (MTD 5)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas encore procédé à la réalisation d'une campagne de mesure lors des opérations de démarrage et d'arrêt planifié. En l'état, il ne dispose pas d'éléments objectifs pour estimer les émissions au démarrage et à l'arrêt lorsqu'aucun déchet n'est incinéré.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de faire procéder à la campagne de mesures prévues lors du prochain arrêt technique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

**N° 3 : Mesures en continu du mercure (MTD 4)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.  a) Pour les installations d'incinération [...] - Mercure : mesures en continu [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un équipement de type MERCEM 300Z. Le QAL1 établi par le TÜV a été présenté dans le cadre du contrôle et n'appelle pas de remarques. Sa date d'expiration est le 1 <sup>er</sup> mars 2027. La plage de mesure certifiée (0 – 10 µg/m <sup>3</sup> ) ne dépasse pas 1,5 fois la VLE en moyenne journalière (20 µg/m <sup>3</sup> ). Le QAL1 mentionne également des plages de mesures supplémentaires supérieures à deux fois l'étendue de mesure. Le QAL1 précise que le dispositif de mesure est certifié pour une température ambiante comprise entre – 20 et 50 °C. Il apparaît toutefois que les températures extérieures peuvent être inférieures à 20 °C (de -25°C à +39°C selon les données à disposition de l'inspection).  La présence des dispositifs de surveillance en continu a été constatée au cours de la visite.  L'exploitant a présenté les résultats de la surveillance en continu depuis le début de l'année. Le paramètre « Mercure » apparaît bien sur les bilans (ils ne mettent pas en évidence de dépassement de la Valeur Limite d'Emission (VLE) de 0,02 mg/Nm <sup>3</sup> en moyenne journalière).
<b>Demande à formuler à l'exploitant :</b> Il convient que l'exploitant justifie, dans un délai de deux mois, que le dispositif de mesure est adapté aux températures auxquelles il est susceptible d'être exposé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suite :</b> demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délai :</b> 2 mois

**N° 4 : Mesure des PCB de type dioxines (MTD 4)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.  a) Pour les installations d'incinération [...] - PCB de type dioxines : Fréquence = 1 fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8)   normes : NF EN 1948-2,

<p>NF EN 1948- 4</p> <p>Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pour l'échantillonnage à court terme si les niveaux d'émission sont suffisamment stables (8), (9)   norme : NF EN 1948-1, NF EN 1948-2 et NF EN 1948-4</p> <p>[...]</p> <p>(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm3.</p> <p>(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que l'exploitant ne réalise pas la surveillance en semi-continu du paramètre PCB-DL, telle que prévue par la prescription. Seul un contrôle sur la base d'un échantillonnage à court terme a été réalisé au cours de la campagne du 30 au 31 janvier 2024 (rapport du 20 mars 2024). Ce constat constitue une non-conformité.</p> <p>A ce stade, l'exploitant n'a pas démontré pendant deux années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émission sont inférieurs à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm3.</p> <p>Dans ces conditions, la situation n'est pas conforme.</p> <p>Concernant la mesure du 30 au 31 janvier 2024, le rapport de mesure associé ne précise pas clairement les facteurs de toxicité pris en compte pour l'expression des résultats. il est rappelé qu'il convient de prendre en compte les facteurs de toxicité de l'OMS (ng WHO-TEQ/Nm3, actualisation en 2022) pour exprimer les résultats des mesures du paramètre PCB-DL.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 5 : Mesure des dioxines bromées, du Benzo[a]pyrène et du N2O**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2</p>		
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD</p>		
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p>		
<p>a) Pour les installations d'incinération</p>		
Paramètres	Fréquence	Norme(s) (1) ou équivalent
PBDD/PBDF (7)	Une fois tous les six mois	Pas de norme
N2O	Une fois par an (3)	EN 21258 XP X 43-305
Benzo[a]pyrène	Une fois par an	Pas de norme EN Norme NF X 43-329
<p>[...]</p> <p>(3) Mesuré dans les installations utilisant un four à lit fluidisé et les installations qui ont recours à la SNCR par injection d'urée</p> <p>[...]</p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d)</p>		

avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>La surveillance du paramètre PBDD / PBDF a été réalisée au cours des campagnes du 30 au 31 janvier (rapport du 20 mars 2024) et du 11 au 12 juin 2024 (rapport du 22 juillet 2024) (0 ng lteq / m<sup>3</sup> dans les deux cas).</p> <p>La surveillance du paramètre Benzo[a]pyrène a été réalisée dans le cadre des campagnes réalisées du 22 au 23 novembre 2023 (rapport du 15 février 2024) et du 11 au 12 juin 2024 (0 mg/Nm3 dans les deux cas).</p> <p>Concernant le paramètre N2O, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la réalisation d'un contrôle.</p> <p>Considérant que les dispositions ne sont applicables que depuis le 03 décembre 2023 et qu'il s'agit d'une fréquence de surveillance annuelle, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade pour l'absence de contrôle du paramètre N2O.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de faire procéder à la mesure du paramètre N2O avant le 03 décembre 2024 et de communiquer les résultats à l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 7, point 71.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>71.1 de l'annexe 7 de l'arrêté du 12 janvier 2021</p> <p>En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :</p> <p>[Voir annexe]</p> <p>Article 3.2.4.1 de l'arrêté du 24 septembre 2021</p> <p>[pour les paramètres PCDD / PCDF et NOx, voir annexe]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les paramètres PCDD / PCDF et NOx, la conformité de l'installation est évaluée par rapport à l'article 3.2.4.1 de l'arrêté du 24 septembre 2021.</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports du 18 avril et du 22 juillet 2024 associés aux campagnes de mesure réalisées du 18 au 19 mars et du 11 au 12 juin 2024 (une fréquence de surveillance trimestrielle est prescrite à l'article 10.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2021).</p> <p>Les résultats sont conformes (voir en annexe).</p> <p>L'Inspection observe que les limites de flux autorisées exprimées dans les rapports de contrôle ne correspondent pas aux flux autorisés. Il appartient à l'exploitant de se rapprocher de l'organisme</p>



de contrôle pour les faire corriger dans les rapports ultérieurs (les flux autorisés sont supérieurs à ceux indiqués dans les rapports de contrôle).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Surveillance en semi-continu des dioxines

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance en continu des dioxines

**Prescription contrôlée :**

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

a) Pour les installations d'incinération

PCDD/PCDF	En semi-continu	CEN-TS 1948-5 EN 1948-2, EN 1948-3 GA X 43-139
-----------	-----------------	--

**Constats :**

Il a été constaté que l'exploitant ne réalise pas de surveillance en semi-continu des dioxines.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 8 : Transmission des résultats d'autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 10.3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transmission des résultats d'autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

Les résultats des analyses demandées aux articles 5.1.9, 9.2.1, 10.2.1 et 10.2.5, accompagnés des flux des polluants mesurés, sont communiqués à l'inspection des installations classées :

- Trimestriellement en ce qui concerne la mesure de la température de la chambre de combustion, les mesures en continu et en semi-continu demandées à l'article 10.2.1, accompagnées de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre envisagées ;
- une fois par an en ce qui concerne les mesures ponctuelles telles que définies aux articles 10.2.1 et 10.2.5 et les informations demandées à l'article 5.1.9 ;
- dans les meilleurs délais lorsque les mesures en continu prévues à l'article 10.2.1 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée, au-delà des limites fixées par l'article 9.2.2, en cas de dépassement des valeurs limites d'émission en ce qui concerne les mesures réalisées par un organisme tiers telles que définies à l'article 10.2.1 et pour tout dépassement des valeurs limites de fraction soluble et de teneurs en métaux lourds dans les lixiviats des déchets produits par l'installation en ce qui concerne les mesures réalisées, le cas échéant, en application de l'article 5.1.9

[...]

Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène

observé, avec tous commentaires utiles.
<b>Constats :</b> Il a été constaté qu'à ce stade, seuls les éléments à fréquence de transmission trimestrielle sont communiqués (mesure de la température, mesures en continu). Les résultats des mesures ponctuelles (mesures réalisées par un organisme externe, surveillance environnementale, surveillance des mâchefers) n'ont pas été communiqués.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Dispositif de mesure en continu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 9.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Durée d'indisponibilité
<b>Prescription contrôlée :</b> La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents [...] atmosphériques est limitée à 10 heures sans interruption. Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année.
<b>Constats :</b> L'installation dispose d'une ligne de mesure pour l'ensemble des paramètres prévus, sans redondance.  Il a été constaté que, du 15 au 21 mars 2024, la surveillance des rejets atmosphériques n'a pas pu être réalisée compte tenu d'un dysfonctionnement de la remontée des données vers le système informatique de traitement des données (l'exploitant indique que les dispositifs de mesure fonctionnaient, que les résultats étaient consultables au niveau de la baie d'analyse, mais qu'ils n'ont pas pu être collectés et analysés).  La durée précise d'indisponibilité des dispositifs de surveillance n'a pas pu être communiquée au cours du contrôle. Au regard des éléments présentés, elle est d'au minimum 120 heures pour la période du 15 au 21 mars (au minimum 5 jours complets).  Il a été indiqué qu'au cours de cette période, le traitement des déchets n'a pas été interrompu car l'installation disposait encore d'une mesure amont qui lui permettait de piloter le traitement des fumées.  En outre, l'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un contrat de maintenance avec son prestataire avec un délai d'intervention garanti de douze heures. Ce délai ne permet pas de garantir le respect de la durée maximale d'indisponibilité sans interruption prévue par la prescription précitée.  L'Inspection observe que l'exploitant ne s'est pas conformé à la prescription précitée et qu'en l'état, les dispositions mises en œuvre par l'exploitant ne lui permettent pas de garantir le respect de la prescription précitée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre des dispositions lui permettant de garantir les durées d'indisponibilité prévues dans la prescription précitée.  A titre d'information, en règle générale, les installations équivalentes disposent d'un système

redondant permettant la mesure en continu en cas de défaillance du dispositif principal (sauf pour le paramètre Mercure).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 10 : Surveillance des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 10.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures externes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait réaliser par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu,</li> <li>• au moins quatre mesures à l'émission par an : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ du cadmium et de ses composés,</li> <li>◦ du thallium et de ses composés,</li> <li>◦ du mercure et de ses composés,</li> <li>◦ du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V),</li> <li>◦ des dioxines et furanes.</li> </ul> </li> </ul> <p>Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble des éléments métalliques mentionnés à l'alinéa précédent et des paramètres suivis en continu et en semi-continu est réalisée tous les trois mois.</p> <p>Les résultats des teneurs en métaux font apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.</p> <p>Au cours des deux premières années d'exploitation, une telle mesure externe des dioxines et furanes mentionnés à l'alinéa précédent est réalisée huit fois par an à intervalles réguliers.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des campagnes de mesures pour les paramètres prévus ont été réalisés du 22 au 23 novembre 2023 (rapport du 15 février 2024), du 30 au 31 janvier 2024 (rapport du 20 mars 2024), du 18 au 19 mars 2024 (rapports du 18 avril), du 11 au 12 juin 2024 (rapport du 22 juillet 2024).</p> <p>Il a été indiqué que le prochain contrôle est prévu au mois d'octobre (l'installation était à l'arrêt en septembre).</p> <p>Le paramètre PCDD/PCDF a fait l'objet de contrôles en novembre 2023, janvier 2024, mars 2024, mai 2024 (rapport du 07 juin 2024), juin 2024 et août 2024 (rapport du 16 septembre 2024).</p> <p>Il a été indiqué que les prochains contrôles sont prévus en octobre et en novembre.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifiera du respect du nombre de contrôles prévus en communiquant les résultats des prochains contrôles programmés (octobre et novembre).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 11 : Durée cumulée de dépassement des VLE sur l'année

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2021, article 9.2.2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Durée de dépassement des VLE
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions [lorsque les mesures en continu prévues à l'article 10.2.1.1 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée] doit être inférieure à soixante heures [...] 
<b>Constats :</b> Il a été constaté au cours du contrôle que l'exploitant n'a pas accès à ce stade, à une comptabilité de la durée cumulée de fonctionnement avec un dépassement d'une valeur limite de rejet à l'atmosphère. A ce stade, seules les durées cumulées de dépassement par paramètre sont disponibles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant :</b> Il convient que l'exploitant communique à l'Inspection la durée cumulée de fonctionnement dans les conditions précitées. En outre, il convient que l'exploitant fasse modifier le paramétrage de son système de traitement des données afin que ces informations puissent être accessibles en temps réel. L'exploitant informera l'Inspection des démarches engagées en ce sens .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## Constats hors points de contrôle

### Système de traitement des données

De manière générale, l'exploitant a indiqué que compte tenu des dispositions contractuelles et des garanties constructeurs associées à la réception de l'installation, il rencontre des difficultés pour accéder au système de traitement des données informatiques.

Il lui appartient de faire le nécessaire afin de pouvoir se conformer à la réglementation.

### Arrêté du 12 janvier 2021

Il est rappelé que l'arrêté du 12 janvier 2021 est applicable aux installations. Il appartient à l'exploitant de vérifier la conformité de ses installations à l'ensemble des dispositions de cet arrêté.

De manière générale, il est rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient de respecter la réglementation française.

### Suites apportées au contrôle du 20 octobre 2023

- Mesures des émissions de poussières (constat n°1)

Postérieurement au contrôle, l'exploitant communiqué le rapport du 12 février 2024 relatif à la campagne réalisée du 16 au 30 janvier 2024. Le contrôle a porté sur les émissaires suivants :

- silo « cendre » (cendres sous chaudières) ;
- silo « résidus » (résidus d'épuration des fumées d'incinération) ;
- silo « carbone » (charbon actif) ;
- silo « quickline » ;
- silo « highdratter line » (chaux hydratée).

Aucun contrôle n’a été réalisé au niveau de l’émissaire lié au captage des émissions de poussières de la fosse à déchets dans le cas où l’installation d’incinération serait à l’arrêt.  
**Il appartient à l’exploitant de faire réaliser le contrôle demandé dans le rapport du 11 décembre 2023 au cours du prochain arrêt.**

Par ailleurs, la liste des émissaires mentionnés à l’article 3.2.3 de l’arrêté du 24 septembre 2024 sera complétée ultérieurement pour intégrer les émissaires précités.

- Conditions de respect des valeurs limites (constat n° 6)  
Au cours du contrôle, l’exploitant n’a pas été en mesure de justifier la mise en œuvre de la modification des modalités de prise en compte de l’intervalle de confiance à 95% (pour mémoire, au cours du contrôle précédent, il avait été constaté que la correction de l’incertitude était réalisée sur la valeur mesurée et non sur la Valeur limite d’Émission associée).

**Il appartient à l’exploitant de communiquer à l’Inspection, dans un délai de quinze jours, les éléments justifiant de la prise en compte de l’observation formulée dans le rapport du 11 décembre 2023. A défaut, une mise en demeure pourra être proposée.**

QAL2  
A l’issue du contrôle, l’exploitant a communiqué le « rapport sur le premier étalonnage à la centrale EBS de B+T à Chalampé en France » réalisé par la société Müller-BBM Industry Solutions GmbH basée en Allemagne.

L’article 27 de l’arrêté du 20 septembre 2002 dispose que « *Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d’accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l’accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d’accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l’inspection des installations classées, s’il existe, selon les méthodes de référence* ».  
**Il convient que l’exploitant justifie que l’organisme ayant réalisé l’étalonnage des dispositifs de mesure répond à ces dispositions dans un délai d’un mois.**

En outre, pour le paramètre HCl, le rapport conclut que le test de variabilité n’a pas été réussi.  
**Dans ces conditions, il appartient à l’exploitant de justifier, dans un délai d’un mois, que le dispositif de mesure répond aux prescriptions de l’article 2.2.2 de l’arrêté du 12 janvier 2021 (La mesure en continu des effluents gazeux est réalisée dans le respect des normes génériques : EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181).**

Par ailleurs, le rapport précité présente des plages d’étalonnage valides et des valeurs finales de la plage de mesure, comme par exemple :

Paramètre	VLE en moyenne journalière (mg/m3)	VLE demi-horaire (mg/m3)	Plage d’étalonnage valide	Valeur finale de la plage de mesure
CO	50	-	0 – 10,4 mg/m <sup>3</sup> ;	248,7 mg/m3
NO	120	400	0 – 59,7 mg/m3	513,5 mg/m3
NO2	120	400	0 – 37,8 mg/m3	51,3 mg/m3
NH3	10	15	0 – 3,9 mg/m3	27,2 mg/m3

D’après les éléments présentés dans le rapport précité, le domaine d’étalonnage valide a été déterminé en appliquant 20 % de la VLE.  
A cet égard, le 6.5 de la norme NF EN 14181 précise que « *La fonction d’étalonnage est valide lorsque l’installation industrielle fonctionne dans les limites du domaine d’étalonnage valide. Ce domaine*

*d'étalonnage valide est soit le domaine d'étalonnage de zéro à la valeur maximale  $\hat{y}_{s,max}$  des valeurs mesurées par l'AMS étalonné, dans des conditions normales, déterminé au cours de la procédure QAL2, avec une extension de 10 % de  $\hat{y}_{s,max}$ , soit 20 % de la VLE, la valeur la plus haute étant retenue. Toutefois, pour les mesurages hors du domaine d'étalonnage, la courbe d'étalonnage doit être extrapolée afin de déterminer les valeurs de concentration qui dépassent le domaine d'étalonnage valide »*

Dans ces conditions le domaine d'étalonnage valide retenu n'apparaît pas justifié.

De plus, le 6.5 de la norme NF EN 14181 précise que « *La validité du domaine d'étalonnage doit être évaluée par le propriétaire de l'installation industrielle sur une base hebdomadaire (lundi à dimanche). Un nouvel étalonnage complet (QAL2) doit être effectué, documenté et appliqué dans un délai de six mois, si l'une des conditions suivantes est satisfaite :*

- plus de 5 % du nombre de valeurs mesurées par les AMS calculées pendant cette période hebdomadaire (sur la base des valeurs étalonnées normalisées) n'entrent pas dans le domaine d'étalonnage valide pendant plus de cinq semaines entre deux AST ;*
- plus de 40 % du nombre de valeurs mesurées par les AMS calculées pendant cette période hebdomadaire (sur la base des valeurs étalonnées normalisées) n'entrent pas dans le domaine d'étalonnage valide pendant une semaine ou plus ».*

Au cours de la visite, il a été observé au poste de contrôle, un signal indiquant qu'un nouveau QAL2 est à réaliser pour certains paramètres.

L'exploitant a indiqué avoir engagé des démarches pour faire réaliser un nouveau QAL2.

**Il convient que l'exploitant précise le délai de réalisation et qu'il communique le rapport associé à cette procédure à l'Inspection dès sa réception.**

## ANNEXE

### Résultats de la surveillance des rejets atmosphériques

Valeurs limites de l'arrêté du 12 janvier 2021

Paramètre	Concentration maximale en moyenne journalière	18/03/24	11/06/24
Vitesse	> 12 m/s	12,6	12,6
Poussières totales	5 mg/Nm3	0,18	0,94
HCl	6 mg/Nm3	1,06	0
HF	1 mg/Nm3	0	0,02
CO	50 mg/Nm3	3,9	8,8
Cd+Tl	0,02 mg/Nm3	0.000061	0.000030
Hg	0,02 mg/Nm3	0.0013	0
Métaux (Cr+Sb+As+Pb+Co+Cu+Mn+Ni+V)	0,3 mg/Nm3	0,01	0,27
SO2	30 mg/Nm3	0,06	1
COVT	10 mg/Nm3	3,31	1,75
Ammoniac	10 mg/Nm3	0,26	1,67

Valeurs limites de l'arrêté du 24 septembre 2021

Paramètre	Concentration maximale en moyenne journalière	22/05/24	07/08/24
PCDD / PCDF	0,04 ng I-TEQ/Nm3	0.00076	0.00083

Paramètre	Concentration maximale en moyenne journalière	18/03/24	11/06/24
NOx et NO2, exprimés en dioxyde d'azote	120 mg/Nm3	69	79